



## 2. INTRODUCTION

## 2.1 Importance du secteur des produits laitiers et de la viande en Afrique

Plus de 1,3 milliard de personnes vivent actuellement sur le continent africain. La population va presque doubler d'ici 2050. Avec la croissance démographique et la prospérité de la population, la demande de lait et de viande augmentera de manière disproportionnée<sup>1 2 6</sup>. Les consommateurs des centres urbains et ayant des revenus importants consommeront beaucoup plus de produits laitiers et de viande.

Dans une grande partie de l'Afrique, les aliments d'origine animale sont déjà indispensables à la sécurité alimentaire locale et constituent une composante importante d'un régime alimentaire équilibré, diversifié et sain. Ils réduisent la malnutrition et assurent l'accès de groupes de population critiques, tels que les nourrissons et les adolescents, à des nutriments essentiels. Cet accès contribue à prévenir les maladies chroniques et les troubles de croissance chez les enfants (retard de croissance) et à favoriser le développement mental<sup>3</sup>. Le lait, les produits à base de viande et les œufs sont donc de plus en plus présents dans les programmes locaux de nutrition des enfants et des écoles. L'apport moyen en protéines animales par habitant dans les pays africains est faible par rapport aux normes mondiales, soit environ 15 g de protéines par jour. En ce qui concerne une alimentation équilibrée, les effets positifs de la stabilisation et de l'augmentation de la proportion de denrées alimentaires d'origine animale l'emportent sur les effets négatifs<sup>3</sup>. Seuls quelques pays africains (par exemple l'Afrique du Sud, la Tunisie et le Maroc) affichent déjà une consommation nettement plus élevée de produits d'origine animale et sont de plus en plus confrontés aux conséquences d'une alimentation déséquilibrée (surpoids, obésité). Ce qui est attribué, entre autres, à une consommation excessive de graisses animales.

L'élevage d'animaux de ferme est traditionnellement ancré dans tout le continent africain et constitue le moyen de subsistance économique de millions de ménages ruraux. La proportion de ménages ruraux possédant des animaux de ferme varie de 44 % au Nigéria à 79 % au Niger<sup>6</sup>. La possession d'animaux de ferme définit souvent le mode de vie, le rythme de vie et le statut social au sein de la société. En particulier dans les régions où la culture des terres arables n'est plus possible, les systèmes d'élevage pastoral fournissent souvent la plus importante contribution au revenu et à la provision d'aliments et contribuent de manière significative à l'approvisionnement national en viande.

Des études récentes de la FAO et de la Banque mondiale attestent que l'ensemble du secteur des produits laitiers et de la viande en Afrique présente un grand potentiel de développement<sup>2 5 8</sup>. Toutefois, les filières viande et lait sont confrontées à de grands défis. Bien que de nombreux systèmes d'élevage africains disposent de stocks importants, ils se caractérisent par une faible productivité et des taux d'abattage peu élevés. La rareté de l'eau, les infrastructures inadéquates comme les chaînes du froid souvent défaillantes, la réduction des pâturages due à l'expansion des cultures arables et à la désertification, les conflits internes et externes, la forte dépendance à l'égard des importations et les événements météorologiques et environnementaux imprévisibles résultant du changement climatique confrontent des systèmes de production déjà peu efficaces et peu résilients<sup>3 4 5</sup>. Dans l'ensemble, la production locale dans de nombreux pays africains n'est pas en mesure de répondre à la demande croissante de produits laitiers et de viande<sup>5</sup>. Il en résulte une augmentation des importations, notamment de produits laitiers et de viande de volaille, comme c'est le cas dans les pays d'Afrique occidentale<sup>2</sup>.

Le potentiel de développement et les opportunités du marché sont donc également confrontés à des faiblesses et des risques considérables. Le passé montre que l'intervention de l'État et les projets techniques de coopération multi- et bilatérale ne sont pas suffisants. Les investissements du secteur privé pourraient apporter une valeur ajoutée et des effets substantiels dans diverses directions (par exemple, le renforcement de la production locale, l'amélioration de la qualité et de la sécurité des produits). Jusqu'à présent, celles-ci sont restées à un faible niveau. Les raisons sont multiples et vont du manque d'accès au marché, des relations informelles avec le marché et des chaînes d'approvisionnement incomplètes, de la faible capitalisation et des possibilités de financement inappropriées, de l'insuffisance d'experts qualifiés, du manque de pratique

professionnelle à l'inefficacité des systèmes de contrôle de la santé animale et de la sécurité alimentaire. En général, l'activité entrepreneuriale dans le secteur n'est pas suffisamment répandue.

La question clé est donc de savoir comment stimuler et développer la participation du secteur privé dans le secteur lait et viande par de meilleures conditions cadres et de financements spécifiques.

## **2.2 Nécessité et avantages de l'investissement privé**

L'expérience montre que les chaînes de valeur lait et viande dans les pays en développement et émergents sont particulièrement performantes si elles se caractérisent par un degré élevé d'engagement du secteur privé et une orientation vers l'économie de marché. Les investissements privés sont capables de donner des impulsions économiques de grande portée qui peuvent servir de points d'ancrage pour la création d'emplois et l'intégration économique d'autres acteurs dans les chaînes de valeur.

L'importance des investissements privés dans le secteur lait et viande augmente en particulier avec la spécialisation et le degré de transformation des produits le long des chaînes de valeur. Les principaux potentiels investisseurs sont les producteurs et les transformateurs de lait et de viande, qui, en tant qu'acteurs de la chaîne de valeur, desservent les marchés respectifs en matières premières et en produits. En outre, les investissements par les fournisseurs d'équipements et de technologies de production ainsi que par les prestataires de services spécialisés sont essentiels pour assurer l'organisation efficace du flux de marchandises du producteur au consommateur (transport, stockage, réfrigération et vente). La production et la transformation du lait et de la viande créent de valeur ajoutée locale tout le long de la chaîne, grâce à la forte intensité de main-d'œuvre nécessaire, ce qui génère des revenus pour l'ensemble de la population rurale et contribue à la prospérité des zones rurales à long terme<sup>3 4 5</sup>. Les investissements privés ne créent pas seulement de la valeur et des revenus, mais renforcent également la confiance en soi des producteurs et des consommateurs locaux dans leurs propres cycles économiques.

## **2.3 Commission de l'étude**

Cette étude présente une évaluation du secteur lait et viande dans les six pays africains partenaires pour les réformes, à savoir l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Maroc, le Sénégal et la Tunisie. À cette fin, l'environnement du marché et le potentiel des chaînes de valeur du secteur lait et viande ont été analysés et les opportunités d'investissement et d'innovation ont été identifiées. Sur la base de sept études de cas (*Business Cases*) sélectionnés, la présente étude offre des exemples pratiques pouvant être mis en œuvre avec des investisseurs locaux identifiés. Ces études de cas peuvent également servir de base à des interventions dans les chaînes de valeur lait et viande dans différents pays sur le continent. En outre, le spectre de l'impact de chaque investissement envisagé sur le développement durable (17 ODD) a été dûment examiné et pris en compte dans les cas d'étude présentés.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la pandémie de COVID-19 se propage dans le monde entier avec des conséquences économiques de grande ampleur. Le rapport a été préparé sur la base des données et des informations obtenues avant et au début de la propagation de la pandémie. Ainsi, l'impact de la pandémie de COVID-19 ne peut être pris en compte dans l'étude. Toutefois, on peut objectivement supposer que la pandémie de COVID-19 n'entraînera pas de changements majeurs dans la demande locale ni de graves perturbations dans la circulation des marchandises au cours de la période suivant la pandémie. À cet égard, les auteurs de cette étude considèrent que les principales conclusions seront toujours valables.

## **2.4 Analyse du secteur lait et viande et du climat d'investissement dans les pays partenaires pour les réformes**

Afin de dresser un profil précis des chaînes de valeur lait et viande dans les pays respectifs, l'équipe d'experts a conçu des questionnaires standardisés qui ont été distribués à six experts locaux à titre indicatif. La collecte et l'évaluation des données ont été effectuées lors de missions dans les six pays, qui se sont achevées en février 2020 et ont conduit à la préparation d'une analyse détaillée de l'état de développement et du potentiel du secteur lait et viande dans chacun des six pays.

Malgré des conditions politiques et socio-économiques différentes, les six pays partenaires pour les réformes ont tous engagé des initiatives ayant pour but d'améliorer les conditions cadres pour l'investissement privé. Ces initiatives facilitent la création d'une entreprise, accroissent la transparence de la fiscalité des entreprises et protègent la propriété privée. À l'exception de l'Éthiopie, les investisseurs nationaux et étrangers sont traités sur un pied d'égalité dans tous les pays partenaires pour les réformes.

Selon le pays, des tendances claires de consommation et de développement ont été identifiées, qui reflètent le développement économique, les habitudes alimentaires et les ressources naturelles disponibles du pays concerné.

La Tunisie et le Maroc disposent déjà de chaînes de valeur lait et viande bien développées, et soutenues par une infrastructure fonctionnelle d'institutions étatiques et paraétatiques. La consommation de viande de volaille et de lait a déjà atteint un niveau élevé, même si la demande de tous les produits à base de lait et viande ne peut pas être entièrement satisfaite par la production nationale, qui est de plus en plus limitée par la rareté des ressources naturelles (eau, aliments pour animaux). Dans ces deux pays, l'investissement privé est recommandé avant tout dans la transformation du lait et des produits carnés. En outre, les lieux éloignés du marché peuvent être mieux reliés aux régions urbaines de consommation grâce à des points de collecte et des sites de transformation.

Le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont des chaînes d'approvisionnement essentiellement traditionnelles à faible valeur ajoutée. En même temps, ce groupe de pays affiche une consommation de produits laitiers et de viande de volaille par habitant qui s'est fortement accrue au cours des dernières années. De nombreux produits d'origine animale et intrants sont actuellement importés. Les trois pays poursuivent des stratégies différentes pour assurer l'approvisionnement en produits laitiers et en viande. Alors que l'importation de produits laitiers est soumise à un taux de douane commun aux trois pays, l'importation de viande de volaille est régie par des taux de douane et des restrictions différents, affectant substantiellement la production locale. Les pays de la CEDEAO ont également uni leurs forces dans une initiative régionale visant à améliorer la compétitivité de la production laitière locale (Offensive Lait).

Par rapport aux autres pays, l'Éthiopie est à bien d'égards un cas particulier. Ici, d'importantes ressources naturelles et le plus grand cheptel d'Afrique se heurtent à la pauvreté, à la malnutrition et à une forte croissance démographique. L'apport en protéines animales par habitant est particulièrement faible avec 8 g par jour. Les chaînes de valeur animales sont encore majoritairement dominées par le secteur informel et présentent des pertes élevées dues aux maladies animales et le long des chaînes d'approvisionnement. Pour tenir compte de la surexploitation croissante des ressources naturelles, les autorités font pression pour réduire le stock de ruminants, en particulier les bovins. Dans le même temps, la productivité des animaux d'élevage doit être sensiblement améliorée. Pour les animaux d'élevage, il est recommandé d'améliorer les systèmes d'élevage et d'alimentation et de mieux gérer les pâturages et la santé animale. À cet égard, l'Éthiopie fait preuve d'une volonté extrêmement forte de transformer et de développer davantage ses chaînes de valeur, mais cette volonté est freinée par des conflits internes et sociaux et par un manque chronique de devises étrangères.

Dans tous les pays, il existe un risque que la poursuite de l'expansion des chaînes de valeur lait et viande entraîne une pression supplémentaire et une surexploitation des ressources naturelles, en particulier de l'eau.

Ladite pression sur les ressources naturelles doit être examinée au cas par cas pour chaque zone spatiale ou projet d'investissement. Dans les six pays de l'étude, il existe déjà des différences considérables au sein des pays en termes de disponibilité en eau, de quantité de précipitations annuelles et de pression aussi bien sur les eaux souterraines que sur les eaux de surface.

Tous les pays s'efforcent d'améliorer l'efficacité des ressources par une intensification durable, en évitant l'utilisation excessive des ressources disponibles. En même temps, les conflits entre les éleveurs de bétail et les agriculteurs doivent être réduits ou évités. À cette fin, la voie d'une intensification modérée des systèmes de production animale pourrait être empruntée. Une autre contribution peut être apportée en améliorant la santé animale et en réduisant les pertes d'animaux et de produits. Pour ce faire, les conditions préalables sont entre autres, la mise en place de systèmes de santé animale efficaces et fonctionnels, un niveau élevé de qualification des personnes qui élèvent les animaux, et des systèmes fonctionnels de collecte de lait cru et d'animaux de boucherie.

Les effets socio-économiques d'un investissement dans les chaînes de valeur lait et viande sont multiples. Par exemple, les effets positifs d'un investissement dans les abattoirs l'emportent sur les effets négatifs si les abattoirs inefficaces et peu hygiéniques sont fermés en même temps. La Tunisie et la Côte d'Ivoire ont récemment examiné la structure de leurs abattoirs et se sont prononcées en faveur d'une plus grande centralisation et de la fermeture des abattoirs non hygiéniques. Les installations modernisées et gérées par le secteur privé ont également des normes nettement plus élevées en termes de bien-être animal, d'hygiène générale et de sécurité alimentaire. Ceci est confirmé par une grande partie de la population de tous les pays considérés et étayé par un comportement d'achat correspondant.

Les six analyses-pays sont jointes au chapitre 4 et contiennent également des informations complémentaires et des contacts qui peuvent être utiles aux investisseurs potentiels.

## **2.5 Études de cas comme preuve de la faisabilité économique des potentiels investissements**

Les sept études de cas (*business cases*) ont été élaborées dans les six pays partenaires pour les réformes sur la base de plans d'investissement concrets. Les résultats de l'évaluation du secteur lait et viande dans les six pays partenaires indiqués et les discussions avec les partenaires locaux d'investissement ont été décisifs pour la sélection des études de cas. En particulier, les tendances de la demande locale et les perspectives économiques dans ce segment de marché ont été prises en compte. Chaque étude de cas est donc également le reflet des développements sociaux et économiques dans les six pays partenaires pour les réformes. En outre, il a été jugé important que les études de cas sélectionnés présentent également un intérêt pour le développement et puissent servir d'exemple pour des investissements similaires dans d'autres pays.

Les sept études de cas sont brièvement présentées ci-dessous (volume d'investissement).

- **Éthiopie - Production intégrée d'aliments pour animaux et ferme laitière avec collecte et traitement du lait/Salala Dairy Development Project (3,9 mil. EUR)**

En Éthiopie la croissance démographique de 2,7 % par an en moyenne (2011-2018) rencontre des ressources naturelles importantes mais diminuant et des chaînes de valeur animales peu développées. En outre, la pénurie persistante de devises étrangères limite le développement du pays. Dans ce contexte, un projet d'investissement a été identifié à 60 km au sud-est d'Addis-Abeba, qui prévoit la création d'une exploitation intégrée de production fourragère et laitière avec collecte et traitement du lait. Dans un premier temps, la production de fourrage sera réalisée sur une surface de 510 ha, qui constituera la base de l'exploitation laitière avec 400 vaches et une production totale visée de 1 700 tonnes de lait par an (après 8 ans). La production de lait cru sur la ferme, ainsi que la collecte complémentaire du lait auprès de 1 000 petites exploitations assurent la livraison de lait cru pour la laiterie affiliée avec une capacité de traitement de 25 tonnes par jour. Le volume total des investissements s'élève à environ 3,9 millions d'euros, avec un apport initial de capital de 19 %.

Le projet renforcera durablement les réseaux existants entre acteurs et améliorera les revenus au sein de la chaîne de valeur lait en intégrant et en soutenant les producteurs de lait opérant individuellement. La rentabilité du projet s'améliorera sensiblement si la transformation est étendue au yaourt et à d'autres produits laitiers. L'investissement contribue à améliorer la sécurité alimentaire et la qualité des produits dont l'Éthiopie a un besoin urgent.

En ce qui concerne un éventuel déplacement de petits agriculteurs locaux occasionné par l'expansion de la zone de culture fourragère prévue, il convient de noter que l'investisseur est un entrepreneur local qui collecte le lait auprès des petits agriculteurs depuis 25 ans et qui est bien implanté et accepté dans la région. En outre, l'investisseur s'est déclaré prêt à développer ses échanges économiques déjà existants avec les petits agriculteurs (vente de fourrage de base, achat de lait cru, emplois).

- **Côte d'Ivoire – Ferme laitière avec collecte et transformation du lait (133 000 EUR)**

Comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la chaîne de valeur lait en Côte d'Ivoire et la production et l'hygiène alimentaire qui y sont associées ne sont pas encore très bien établies. L'augmentation de la consommation de lait par habitant est généralement confrontée à des systèmes de production très simples qui sont loin de pouvoir garantir l'approvisionnement du pays. Par exemple, une étude de cas (*Business case*) a été identifiée près de la ville de Tiassalé, à 120 km au nord-est d'Abidjan, qui est consacré à l'expansion de la chaîne de valeur du lait dans cette région. L'investisseur est un agriculteur qui possède déjà son propre troupeau de 20 vaches et qui est étroitement lié à la coopérative locale d'éleveurs de bétail.

Avec un volume d'investissement de 133 000 euros, il est prévu de construire une exploitation laitière avec élevage intégré de génisses et production propre de fourrage ainsi qu'une installation de collecte et de traitement du lait d'une capacité de 142,5 tonnes par an.

L'investissement permettra d'augmenter sensiblement la part de la valeur ajoutée régionale dans la production laitière grâce à un lait de haute qualité, tout en favorisant le transfert de connaissances et la mise en réseau des petits exploitants concernés. L'investissement permettra de créer jusqu'à 18 emplois qualifiés dans les secteurs de la production et de la transformation.

- **Côte d'Ivoire – Abattoir de bovins (4,3 mil. EUR)**

Malgré un secteur de l'élevage traditionnel bien développé, la Côte d'Ivoire ne dispose pas d'installations de transformation et donc d'approvisionnement suffisantes pour la viande rouge. Dans ce contexte, la construction d'un nouvel abattoir de bétail près de Bouaké, la deuxième plus grande ville du pays, a été identifiée comme une étude de cas potentiel en Côte d'Ivoire. À long terme, l'abattoir vise une capacité d'abattage allant jusqu'à 300 bovins et 40 petits ruminants par jour.

Le nouvel abattoir en dehors de la ville est en projet depuis des années, y compris des discussions avec la Banque mondiale et l'AFD (Agence française de développement), mais sans résultat jusqu'à présent. Un obstacle a toujours été les négociations sur la propriété des terres avec le village voisin du nouveau site, qui sont maintenant résolues. Le nouvel abattoir de Bouaké figure sur la liste des priorités du ministère de l'agriculture (MIRAH), qui prévoit la construction ou la rénovation de plusieurs abattoirs dans les grandes villes de Côte d'Ivoire.

Le volume d'investissement pour le projet est estimé à 4,3 millions d'euros.

La construction du nouvel abattoir améliorera considérablement la structure formelle de transformation et donc les conditions d'abattage. L'augmentation des normes de production et d'hygiène des denrées alimentaires animales qui en résultera entraînera non seulement une amélioration des conditions de travail et un niveau plus élevé de protection de la santé de la main-d'œuvre, mais aussi des changements substantiels en matière de sécurité alimentaire, de confiance des consommateurs et de bien-être des animaux.

- **Ghana – Abattoir de bovins et volailles (6,1 Mil. EUR)**

Compte tenu de la croissance disproportionnée des importations de viande de volaille ces dernières années (2014 à 2018 : +187%), la proposition d'un transformateur local pour un projet d'investissement a été sélectionnée comme étude de cas au Ghana. Il s'agit d'agrandir un abattoir privé établi dans la capitale Accra avec une chaîne d'abattage de volailles et de moderniser les équipements techniques. En période de pointe, outre les 825 bovins, 10 000 poulets produits localement par jour doivent être abattus et transformés.

Un total de 3,6 millions d'euros sera nécessaire pour la modernisation et l'agrandissement de l'abattoir au cours de la première année du projet d'investissement et 2,5 millions d'euros supplémentaires au cours de la troisième année.

Cet investissement a de bonnes chances de donner une impulsion à la production et à la transformation de la viande de volaille locale. Ce faisant, elle augmentera durablement la valeur ajoutée dans le pays en créant une demande locale durable pour le secteur de la transformation avicole et en développant les structures de transformation formelles des produits animaux. En outre, la sécurité alimentaire et la sécurité des consommateurs de la production locale seront considérablement accrues grâce à des processus et procédures de travail améliorés et plus hygiéniques, tandis que dans le même temps, jusqu'à 15 emplois de plus grande valeur seront créés dans le seul abattoir. Par ailleurs, des effets considérables sur l'emploi et les revenus sont attendus en amont et en aval de la chaîne de valeur (engraissement des poulets de chair avec approvisionnement en aliments pour animaux, distribution et vente au détail de viande de poulet de chair réfrigérée).

- **Maroc- Fromagerie de chèvre (343 000 EUR)**

Le projet d'investissement identifié au Maroc est lié à la chaîne de valeur locale de lait. Dans la région de Tanger, il est prévu de construire une fromagerie de chèvre, qui sera basée sur la collecte et la transformation du lait de chèvre produit par les éleveurs locaux. L'investisseur est un membre actif de l'association locale d'éleveurs de chèvres, l'ACNO. Il entretient lui-même un troupeau de 50 chèvres et gère une petite entreprise typique de 7 hectares de terres arables. Motivé ainsi que soutenu logistiquement et administrativement par l'ACNO, l'investisseur a l'intention de s'impliquer dans la transformation du lait de chèvre et d'intégrer 20 autres éleveurs de chèvres voisins dans la chaîne de valeur. Ainsi, 44 tonnes de produits fromagers par an doivent être vendues principalement dans le secteur de la gastronomie et du tourisme qui est bien développé dans le milieu. Pour l'agrandissement de la fromagerie de chèvre, 343 000 EUR sont estimés, dont 200 000 EUR devraient être financés par un emprunt.

Le projet soutient avant tout le réseau de producteurs locaux grâce à un élevage caprin économe en ressources et hautement respectueux de l'environnement, créant jusqu'à 30 nouveaux emplois dans la production primaire et la transformation dans les zones rurales. En outre, l'investissement permettra l'expansion et l'intégration d'éleveurs supplémentaires si les résultats sont bons

- **Sénégal – Ferme laitière avec collecte et transformation du lait (432 000 EUR)**

Par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal possède déjà un secteur de bovins laitiers plus développé et, outre une consommation par habitant nettement plus élevée, il présente également un degré d'autosuffisance plus élevé. L'élevage traditionnel combiné à un fort esprit d'entreprise local garantit que le pays est autosuffisant à plus de 50 % en matière de lait et de produits laitiers. L'analyse de rentabilité d'une exploitation laitière identifiée qui investit dans la collecte et la transformation du lait, à 100 km au nord-est de Dakar, s'appuie sur des structures déjà établies et les développe. Quatre frères (deux agriculteurs, un vétérinaire et un technicien vétérinaire) ont déjà un cheptel de 38 vaches et sont actifs dans la production laitière.

Avec un investissement de 432 000 euros, et un ratio de fonds propres de 21 %, l'exploitation laitière doit exploiter son potentiel de production en portant son cheptel à 100 vaches dans un premier temps, avec la perspective de passer à 200 vaches, tout en développant la collecte et la transformation du lait.

Avec la production de produits laitiers plus raffinés comme le yaourt, le fromage et le lait pasteurisé, l'industrie de transformation locale a également la possibilité de se positionner pour l'avenir. Au cours de l'investissement, 16 emplois permanents et 21 emplois saisonniers supplémentaires seront créés. En outre, l'investissement renforce l'intégration économique de quelque 100 petits agriculteurs de la région et donc la compétitivité future d'un site de production local.

- **Tunisie – Ferme laitière avec fromagerie (440.000 EUR)**

Dans le contexte d'un marché de vente bien développé et d'une consommation élevée de lait et de produits laitiers par habitant en Tunisie, un investissement possible dans une ferme laitière avec une fromagerie attenante a été identifié dans la région de Kasserine. Dans le domaine de la production laitière, le projet comprend la construction d'une ferme laitière de 100 vaches, la mise en place d'une installation d'élevage de génisses et la production intégrée de fourrage sur 35 ha. En outre, l'extension au travers de la collecte de lait existant et la construction d'une usine de production de fromage sont prévues. La production de fromage sera portée à 600 tonnes par an d'ici cinq ans. L'approvisionnement en lait de haute qualité nécessaire à cette fin sera assuré par la collecte de lait existant et complétée par la production de lait par l'entreprise elle-même.

Un total de 440 000 euros est nécessaire pour le projet, 30 % du montant de l'investissement provenant des fonds propres, tandis que les 70 % restants doivent être financés par un prêt bancaire. L'investissement permettra de créer jusqu'à 20 emplois techniques dans un milieu rural au sein de l'exploitation. En tant que fournisseurs de matières premières, les petits producteurs de lait situés à proximité de l'exploitation en profitent également, car ils n'ont pas d'autres sources de revenus dans cette région semi-aride. Le lieu où les précipitations sont faibles dépend particulièrement de la disponibilité suffisante d'eau pour l'irrigation des cultures fourragères. Même si l'investisseur effectue la production d'eau en accord avec l'autorité locale des eaux, il existe des risques de surconsommation, qui doivent être minimisés par des mesures d'économie d'eau (sélection des semences, technologie d'irrigation, méthodes de production de fourrage).

## **Conclusions**

Les résultats des sept études de cas montrent que les investissements le long des chaînes de valeur animales sont possibles et rentables, dans la mesure où ils génèrent une création de valeur supplémentaire en amont et en aval. Les études de cas démontrent également la volonté des investisseurs locaux de se prendre en charge et d'accompagner les acteurs de leurs réseaux économiques. Il existe des investisseurs volontaires et compétents à tous les stades de la chaîne de valeur, depuis la fourniture d'intrants tels que les aliments pour animaux, en passant par la production primaire proprement dite de lait cru, par exemple, jusqu'au raffinement du produit.

Les analyses de rentabilité montrent aussi clairement que les investissements du secteur privé dans un large éventail de domaines ont un impact sur les objectifs de développement durable, notamment les ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 2 (faim zéro), ODD 3 (bonne santé et bien-être) et ODD 8 (travail décent et croissance économique). En outre, des effets positifs sur l'ODD 5 (égalité entre les sexes) et l'ODD 10 (inégalités réduites) peuvent également être observés. Une attention particulière doit être accordée aux ODD 12 (consommation et production responsables), ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et ODD 15 (vie terrestre). À l'exception des deux investissements dans les abattoirs, toutes les études de cas sont réalisées dans les zones rurales. Même dans ces deux cas, les matières premières sont fournies par de petits agriculteurs des zones rurales. À cet égard, tous les exemples d'investissement analysés ont un impact sur les zones rurales et ouvrent des possibilités économiques supplémentaires.

Cependant, la production animale est particulièrement critiquée pour sa consommation de terres et ses émissions. Une orientation des systèmes d'élevage compatible avec l'environnement et le climat devrait donc être un élément essentiel d'une stratégie de développement durable pour le secteur lait et viande. L'objectif est de réduire les pertes et la production de déchets ou de recycler les déchets en améliorant l'efficacité des ressources à tous les stades de la chaîne de valeur. En termes de compatibilité climatique, les investissements devraient à la fois contribuer à une réduction des émissions de gaz à effets de serre par kg de lait et de viande.



et ne pas augmenter davantage les émissions totales de substances nuisibles au climat dans la région ou le pays concerné.

En ce qui concerne l'ODD 6 Eau propre et à l'assainissement), les analyses de rentabilité en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en Éthiopie et au Ghana n'indiquent pas de conséquences pouvant entraîner des pénuries d'eau, car les précipitations sont suffisantes pendant l'année, du moins pendant les saisons des pluies. Dans les cas du Maroc et de la Tunisie, l'utilisation de l'eau en tant que ressource a été abordée et discutée avec les investisseurs respectifs. Il en ressort que le risque de conflits liés à l'accès à l'eau ou d'utilisation excessive n'était pas partagé par les investisseurs. Cet aspect a été inclus dans l'analyse SWOT pour chaque cas d'étude, afin d'identifier et d'évaluer les risques. Une approche durable comprend également le respect des normes de bien-être animal dans l'élevage, le transport et l'abattage des animaux.

Les sept études de cas sont jointes en annexe (chapitre 5) et contiennent des informations complémentaires sur les personnes de contact et les interlocuteurs ayant participé à l'analyse.

## **2.6 Les investissements dans le secteur lait et viande comme contribution à la réalisation d'objectifs de développement ambitieux**

- **Instruments de promotion des investissements privés dans le secteur lait et viande**

Les instruments devraient être différenciés en fonction des groupes cibles "éleveurs" et "investisseurs dans la fourniture d'équipements et technologies de production et de transformation de produits animaux".

Les éleveurs devraient être soutenus par des programmes d'aide spécifiques qui, à la demande de l'éleveur, déclenchent des investissements ciblés dans la modernisation pour un élevage respectueux du climat et de l'environnement. Dans lesdits programmes, le groupe cible respectif des éleveurs doit être défini avec précision et lié à certains critères, tels que le nombre d'animaux et la disponibilité des terres agricoles. Le montant de l'investissement par éleveur est généralement fixé à moins de 100 000 €, surtout si les éleveurs sont des agriculteurs. Toutefois, dans certains cas, des investissements plus importants peuvent être nécessaires pour les nouvelles exploitations d'élevage comptant un plus grand nombre d'animaux. Selon le type d'investissement, l'aide pourrait consister en une subvention et un financement à faible taux d'intérêt. À cette fin, la KfW pourrait, par exemple, travailler en étroite collaboration avec les banques locales des pays partenaires de la réforme pour élaborer des offres de financement appropriées.

Les investissements dans la fourniture d'équipements et de technologies de production et dans la transformation des produits animaux peuvent être divers. Les exemples typiques sont les investissements dans les fabriques d'aliments pour animaux, les couvoirs et les stations d'insémination, les cabinets vétérinaires privés, les équipements pour la traite et l'élevage, ainsi que les abattoirs, les boucheries et les laiteries, y compris les installations de distribution en aval pour le lait et les produits carnés. Les investissements nécessaires peuvent varier entre 100 000 à 5 millions d'euros par projet. Le principal instrument requis ici est le financement d'investissements sectoriels, qui pourrait être développés conjointement par les banques de développement allemandes et les banques locales. Les concepts de financement doivent tenir compte de l'horizon à long terme des investissements dans ce secteur. Les entreprises européennes pourraient également utiliser l'instrument de financement des investissements d'AfricaConnect dans le cadre du Fonds d'investissement pour le développement, émis par la DEG. Les investissements dans les pays partenaires pour les réformes sont spécifiquement encouragés et facilités par des offres de financement non bureaucratiques et basées sur les besoins. Un soutien est également accordé aux entreprises africaines qui ont déjà une relation commerciale à long terme avec une entreprise européenne. L'aide pourrait être fournie par le biais de l'« Africa Business Network », qui combine des services de conseil et d'appui pour la promotion du commerce extérieur et la coopération au développement. Un autre instrument serait l'AfricaGrow Fund, qui est conçu pour répondre aux besoins financiers des PME et des jeunes pousses technologiques.

Peu d'investisseurs européens sont susceptibles de pouvoir mettre en place des projets intégrés allant de la production d'aliments pour animaux à l'élevage et à la transformation. La coopération entre les acteurs et l'identification d'initiatives locales avec lesquelles une mise en réseau peut se faire revêtent donc une importance particulière. Des organisations telles que la « German Agribusiness Alliance » ou l'agence AWE peuvent contribuer à soutenir l'échange d'informations et la coordination entre les acteurs.

Des services de soutien aux entreprises devraient accompagner les investissements du secteur privé. Il s'agit notamment de conseiller et de former les investisseurs à la gestion d'entreprise, de renforcer les capacités des techniciens dans les domaines techniques et dans la gestion, et enfin appuyer la mise en place de systèmes de contrôle de l'hygiène, de la traçabilité et de la qualité des produits laitiers et carnés. Les systèmes de coordination, d'échange d'informations et de contrôle internes entre entreprises dans les chaînes de valeur doivent être pris en compte pour la stabilité des projets d'investissement. Le programme develoPPP de la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et les activités du réseau de soutien (AWE, Afrikaverrein, EZ Scouts, etc.) pourraient être utilisés à cette fin.

- **Création de conditions cadres appropriées en tant que condition préalable à l'investissement privé**

Les investissements susmentionnés sont efficaces et rentables s'ils sont soutenus par une politique sectorielle cohérente, le développement d'infrastructures appropriées et la création de conditions de marché adéquates. Les activités de la coopération financière au développement sont un important complément aux actions de la coopération technique au développement et aux partenariats public-privé. Le projet global "Fonds pour la Politique Agricole et l'Innovation" (FABI) pourrait aider les décideurs des pays partenaires pour les réformes à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies pertinentes en matière de politique agricole et commerciale. Cela comprend l'élaboration d'instruments pour la promotion des investissements privés et la prise en compte dans les politiques publiques des questions relatives à l'environnement, au climat et au bien-être des animaux. Les conseils sur des questions de politique commerciale telles que la définition des conditions d'importation du lait et de la viande et la clarification des conditions d'accès au marché international sont également requis. Ici, une coopération avec le projet sectoriel de la GIZ "Commerce agricole, promotion de l'économie agricole et financement agricole" pourrait être envisagée.

Les instruments sélectionnés devraient être combinés dans une stratégie de développement globale pour le secteur des produits laitiers et carnés. En fonction de l'évolution de la demande, il convient d'analyser les acteurs du marché et les flux de marchandises dans la chaîne de valeur et d'en déduire des objectifs pertinents. L'objectif devrait être de trouver un équilibre entre les conditions d'importation, les approches de financement de la production nationale et les exigences légales en matière de santé des travailleurs qualifiés et des animaux et de sécurité et de qualité des aliments d'origine animale.

Dans ce contexte, des investissements publics complémentaires sont nécessaires pour garantir une disponibilité suffisante de main-d'œuvre qualifiée, l'application de bonnes pratiques professionnelles, ainsi que la sécurité et la qualité à tous les stades de la chaîne de valeur afin de répondre aux attentes du marché et des consommateurs. Un soutien pourrait être fourni par le biais des projets de la coopération technique au développement dans les domaines suivants :

- Introduction de cours de formation et de perfectionnement spécialisés pour les travailleurs qualifiés du secteur lait et viande (éleveurs, trayeurs, négociants en bétail, négociants en lait et en viande, conseillers en alimentation et en production, techniciens d'insémination, experts en produits laitiers, bouchers, charcutiers) ; dans ce contexte, il est possible de tirer parti de la longue expérience et du haut niveau professionnel des établissements de formation et de perfectionnement en Allemagne Citons par exemple l'Institut de reproduction des animaux de ferme Schönöw e.V. pour la qualification des techniciens d'insémination, l'École supérieure laitière de Kempten pour la formation des technologues du lait et l'Académie de santé publique de Düsseldorf pour la formation continue des inspecteurs des denrées alimentaires.

- Conception et mise en œuvre de systèmes de surveillance pour la santé animale, la traçabilité, la sécurité alimentaire, le contrôle des résidus et des antibiotiques et l'évaluation sanitaire des professionnels de l'alimentation

Les projets de la coopération technique au développement devraient s'inscrire dans la stratégie de développement à long terme du secteur lait et viande dans les pays partenaires et être basés sur les lignes directrices des organisations internationales telles que l'OMS, l'OIE, le Codex Alimentarius et l'approche « One Health ». Dans ce contexte, les conseils et informations nutritionnels pourraient également faire partie intégrante de la coopération technique et contribuer à un développement équilibré, diversifié et sain de la nutrition. Dans ce cas, il serait utile d'établir un réseau avec le projet mondial du GIZ "Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience". Les aliments de substitution (protéines d'insectes, viande in vitro) n'ont pas encore d'importance économique pour l'approvisionnement à court et moyen terme de la population en protéines de haute qualité en Afrique et pourraient actuellement être promus par la coopération en matière de recherche.

## Références :

- <sup>1</sup> Acosta, A. 2016 : Market perspectives for the livestock sector in Africa: a vector autoregressive approach, 5th international conference of AAAE, 23. -26. September 2016, Addis Ababa, Äthiopien
- <sup>2</sup> FAO 2017 : Africa Sustainable Livestock 2050 – Technical Meeting and Regional Launch, Addis Ababa, Ethiopia, 21–23 February 2017. FAO Animal Production and Health Report. No. 12. Rome, Italy.
- <sup>3</sup> FAO 2018 : World Livestock: Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals. Rome. 222 pp. Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO
- <sup>4</sup> FAO 2018 : Shaping the future of livestock: sustainably, responsibly, efficiently, The 10th Global Forum for Food and Agriculture (GFFA), Berlin, 18–20 January 2018
- <sup>5</sup> HLPE 2016 : Sustainable agricultural development for food security and nutrition: what roles for livestock? A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome.
- <sup>6</sup> Livestock Data Innovation in Africa Project 2014 : Business and Livelihoods in African Livestock: Investments to overcome information gaps
- <sup>7</sup> Makoni, N; Mwai, R; Redda, T; Zijpp, A. van der; Lee, J. van der 2013: White Gold; Opportunities for Dairy Sector Development Collaboration in East Africa. Centre for Development Innovation, Wageningen UR (University & Research centre). CDI report CDI-14-006. Wageningen.
- <sup>8</sup> World Bank, FAO, ILRI, AU-IBAR 2013 : Investing in African Livestock: Business opportunities in 2030-2050, Livestock Data Innovation in Africa Project, A joint initiative of the World Bank, FAO, ILRI, AU-IBAR with support from the Bill and Melinda Gates Foundation.